

Faire face ensemble, une mission impossible ?

En ce début 2016, nous sommes encore sous le choc des événements tragiques qui ont encadré l'année 2015 en termes de déchaînements de violences meurtrières. Notre pensée, comme celle de tant de nos concitoyens, va d'abord aux victimes de ces attentats, à leurs proches et tout particulièrement aux blessés porteurs de lourdes séquelles, qu'il faut soutenir dans cette terrible épreuve.

Au-delà de l'émotion et de la solidarité, nous ne pouvons pas échapper à une réflexion de fond sur la façon de faire face aux lourdes menaces auxquelles nous sommes encore aujourd'hui confrontés. De nature très différente, deux d'entre elles sont particulièrement préoccupantes. La première est celle de la répétition possible d'actes terroristes tels que ceux que nous avons subis ou plus intenses encore, la seconde est celle d'une tentation, hélas partagée par nombre de nos compatriotes, de repli nationaliste et xénophobe, dans le droit-fil de ce que fut l'idéologie de la Révolution nationale pétainiste.

LE « TERRORISME » RÉPAND-IL RÉELLEMENT LA TERREUR ?

Les auteurs des attentats aveugles les organisent et les revendiquent dans l'intention manifeste de « terroriser » la population¹. Celle-ci, on

l'a vu à maintes reprises, refuse dans sa grande majorité de céder à la peur que cherchent à lui communiquer les promoteurs et les acteurs de ces actes odieux. Il faut savoir gré aux pouvoirs publics de ne pas essayer de faire croire à nos compatriotes que les mesures sécuritaires prises sont de nature à garantir absolument que ceux-ci ne se reproduiront pas. L'armement moral de nos concitoyens – qui ne dispense évidemment pas de tout ce qui est fait pour les protéger physiquement – est sans doute particulièrement important à encourager dès lors qu'on emploie l'expression « en guerre » pour qualifier la situation interne de notre pays.

PEUT-ON ENCORE CONTRER LA CROISSANCE DE L'AUDIENCE DU FRONT NATIONAL ?

La plupart des commentateurs ont souligné que la défaite du FN en termes de présidences de Régions ne saurait masquer sa très nette progression en voix et en sièges lors de la consultation électorale de décembre 2015. Il est clair dès lors que nous avons toutes chances, si rien ne change d'ici là, de nous retrouver en 2017, au second tour des présidentielles, avec une configuration politique semblable à celle de 2002, mais avec une candidate du FN en bien meilleure position que son père

¹ Peut-être conviendrait-il de s'interroger sur la légitimité de l'emploi, devenu courant, du terme « terroriste » ou de l'adjectif antonyme, « antiterroriste », désormais consacré par l'usage et par les textes : est-il vraiment judicieux d'entrer verbalement dans le jeu de ces assassins en utilisant nous-mêmes le vocable porteur de leur action ?

pour recueillir un grand nombre de suffrages. Est-il encore possible de l'éviter ?

LE « SOULAGEMENT » DES RÉGIONALES

Les élections régionales « rassurent » quelque peu de ce point de vue, en montrant que notre avenir électoral n'est pas encore définitivement scellé. Si ni la gauche ni la droite parlementaires ne peuvent être satisfaites de leur résultat – la première a perdu beaucoup de Régions, la seconde en a gagné beaucoup moins qu'elle ne l'espérait – trois remarques s'imposent en effet :

- la presque parité politique macroscopique des majorités régionales reflète mieux la réalité française que les résultats des précédentes élections de même nature et, quelles que soient leurs préférences personnelles, les authentiques démocrates ne sauraient vraiment le déplorer.
- l'échec du FN à gagner des présidences de Régions a été atteint grâce à un front républicain prôné de façon unilatérale par les socialistes malgré son rejet par le président du parti républicain. En d'autres termes, on constate que nombre de nos compatriotes n'ont, face au danger, pas complètement perdu le sens des priorités !
- les deux présidents élus grâce à ce front républicain de fait ont eu l'intelligence politique de le reconnaître et d'affirmer qu'ils en tiendraient compte.

DES PISTES À APPROFONDIR

Malgré ces lueurs d'espoir, nous sommes évidemment encore bien loin

de pouvoir envisager que s'établisse un compromis historique temporaire à l'allemande entre la gauche et la droite : le consternant statut constitutionnel de notre pays le rend sinon impossible du moins fort improbable, le seul enjeu politique reconnu comme « sérieux » étant l'accession à la présidence de la République au travers d'un scrutin qui clive par nature le pays, par périodes de cinq ans, en deux fractions rivales.

Des pistes institutionnelles existent pourtant qui permettraient de dépasser cette contrainte majeure et paralysante. Deux d'entre elles sont évoquées dans ce numéro de la revue². La première mentionne de façon très concrète ce que pourrait être aujourd'hui un gouvernement de coalition agissant en conformité avec la lettre de la Constitution de la V^e République ; la seconde, plus idéologique, étend au politique le concept libérateur de laïcité. Ensemble ces deux pistes offriraient un cadre permettant des rapprochements opérationnels entre acteurs politiques mus par des idéologies différentes mais qui pourraient, sans faire semblant d'effacer leurs différences, se mettre d'accord sur quelques priorités relatives, en ces temps particulièrement difficiles, à la sauvegarde de la cohésion sociale. Au rang de ces priorités figureraient entre autres la lutte contre le chômage, dont chacun sait qu'elle requiert impérativement de dépasser les clivages partisans, la lutte contre les manifestations résurgentes de racisme et de xénophobie, la reconnaissance conjointe de la diversité culturelle de notre pays mais aussi de tout ce que la république nous permet de mettre en commun. ☉

² Voir dans ce numéro, p.24-27, l'article intitulé « Deux pistes pour reprendre goût au politique ».